



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



TEINTURERIES DE TARARE

route de Violay
69170 TARARE

Références : UD-R-CTESSP-22-N°298-SP
Code AIOT : 0006103782

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement TEINTURERIES DE TARARE implanté route de Violay 69170 TARARE. L'inspection a été annoncée le 12/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIES DE TARARE
- route de Violay 69170 TARARE
- Code AIOT : 0006103782
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TEINTURERIES DE TARARE réalise des opérations de teinture et d'apprêt sur des textiles de provenances diverses.

L'établissement est soumis à :

- Autorisation au titre de la rubrique n° 2330-1 – Teinture, apprêt, blanchiment de matières textiles ;
- Déclaration au titre des rubriques n° 4441-1 (Liquides combustibles catégories 1, 2 ou 3) et n° 2910-A-2 (installation de combustion au gaz naturel).

Un arrêté complémentaire a été pris le 31 mars 2020 pour mettre à jour les conditions de gestion et de rejet des effluents aqueux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau ;
- Rétentions ;
- Déchets ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Porter à connaissance installation automatisée de distribution de produits chimiques ;
- Produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Eau - Rejets industriels	AP Complémentaire du 31/03/2020, article points 4.4, 4.4.2.1 et 4.5 de l'article 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Eau - Prélèvement dans le milieu	AP Complémentaire du 31/03/2020, article points 4.1.4 de l'article 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 et 4.7.3 de l'article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Déchets - Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 6.3 de l'article 2	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article points 6.1.3 et 6.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
8	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article point 1.2 de l'article 2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
9	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
10	Lavage de fûts – Rubrique 2795	Annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Déchets - Evacuations	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 5 de l'article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la non-conformité relative aux rétentions, l'Inspection ne propose pas, à ce stade de liquider l'astreinte journalière de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2022, au regard des actions menées et à réaliser.

Au regard de l'évacuation des déchets identifiés dans le rapport des installations classées en date du 4 décembre 2020, l'Inspection propose de lever le deuxième point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'Inspection propose de lever l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 janvier 2022.

Concernant la remise en conformité des trappes de désenfumage, réalisées depuis la dernière visite, l'Inspection propose de lever le troisième point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021.

Concernant la non-conformité relative à l'absence de transmission d'un porter à connaissance des modifications réalisées sur le site, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du paragraphe 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié.

Concernant la non-conformité relative au lavage de fûts/GRV, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau - Rejets industriels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2020, points 4.4, 4.4.2.1 et 4.5 de l'article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Rejets industriels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p style="text-align: center;"><u>4.5.3 Mesures comparatives</u></p> <p><i>Chaque année, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</i></p> <p><i>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.</i></p> <p><i>Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.</i></p> <p><i>Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</i></p>
Constats : Lors des précédentes visites, l'Inspection avait constaté des écarts pour le paramètre hydrocarbures entre les résultats des contrôles d'autosurveillance réalisés par l'exploitant et les mesures comparatives réalisées par un laboratoire agréé. L'Inspection avait alors demandé à l'exploitant, suite à la dernière visite du 30 novembre 2021, de procéder à une analyse comparative

pour le paramètre hydrocarbures lors de la prochaine intervention d'un laboratoire agréé pour le contrôle des rejets aqueux du site. A partir du même prélèvement, l'exploitant devait réaliser une analyse de ce prélèvement et comparer le résultat à celui du laboratoire agréé. En cas d'écart, l'exploitant devait mener une étude technique visant à comprendre cet écart et mettre en œuvre des actions correctives.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir modifié depuis octobre 2022 les modalités de l'autosurveillance du paramètre hydrocarbures. Celle-ci est dorénavant analysée par un laboratoire agréé en lien avec un bureau de contrôle pour les aspects logistiques (flacons de prélèvement, glacière, etc.). Le prélèvement est réalisé à une fréquence mensuelle par l'exploitant qui transmet les échantillons au laboratoire agréé selon un protocole présenté à l'Inspection. L'Inspection a toutefois constaté que ce protocole ne définit pas, en accord avec le laboratoire agréé, la méthode de prélèvement.

Par ailleurs, l'Inspection avait constaté lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, que les résultats du contrôle du laboratoire agréé, mené en mars 2021, n'incluaient pas la totalité des mesures de flux exigées par le paragraphe §4.4.2.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que la mesure comparative annuelle, au titre de l'année 2022, exigée par le paragraphe §4.5.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020 a été substituée par le contrôle inopiné exécuté les 26 et 27 septembre 2022 à la demande de l'Inspection comme le permet le paragraphe précité de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. Il n'est donc pas possible de conclure sur la conformité des mesures comparatives au titre de l'année 2022.

Aussi, l'Inspection avait constaté lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, que le pH mesuré lors de l'intervention du laboratoire agréé en mars 2021, était descendu pendant plus de 6 heures sur la période d'analyse de 24 h, en dessous du seuil minimal (5,5) requis par le paragraphe §4.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. Dans le cadre de la présente visite, le rapport du contrôle inopiné mené les 26 et 27 septembre 2022 ne montre pas d'anomalie de pH pendant la période d'analyse de 24 h.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, définir avec le laboratoire agréé en charge de l'analyse mensuelle du paramètre hydrocarbures les modalités de prélèvement des échantillons et de les inclure dans les procédures de l'exploitant.

Demande : L'Inspection rappelle que l'exploitant doit s'assurer, dès la prochaine intervention, que les mesures comparatives menées soient conformes aux exigences des paragraphes §4.4.2.1 et §4.5 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : Selon délais ci-dessus

N° 2 : Eau - Prélèvement dans le milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2020, points 4.1.4 de l'article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Prélèvement dans le milieu

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le débit minimal à maintenir dans le lit du cours d'eau «Turdine», en aval immédiat de la prise d'eau référencée ROE 32177, ne doit pas être inférieur à 60l/s correspondant au dixième du module, ou au débit à l'amont immédiat de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à cette valeur.

La valeur du débit minimal étant fixée sans étude de détermination du débit minimum biologique, elle est susceptible de faire l'objet d'un réajustement ultérieur à la suite notamment d'une expertise, d'un suivi ou de la mise à disposition de nouveaux éléments.

Le dispositif de restitution du débit minimal doit permettre un contrôle effectif de ce débit. L'exploitant est tenu d'établir les repères définitifs et invariables destinés à permettre ce contrôle, rattachés au nivellement général de la France (NGF) et associés à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

Constats :

Lors de la visite du 2 mai 2019, l'exploitant avait indiqué que la prise d'eau dans la Turdine avait été réaménagée par la société en charge des travaux de l'autoroute A89 (mesures compensatoires) et que le maintien du débit réservé avait été pris en compte. Il avait été toutefois constaté sur place par l'Inspection, qu'aucun moyen physique (type échelle de mesure ou autre), à la date du 2 mai 2019, permettait de s'assurer du débit réservé en toute circonstance (période d'étiage notamment).

Lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, l'exploitant avait fourni à l'Inspection un courrier du syndicat de rivières Brévenne-Turdine (SYRIBT), daté du 15 novembre 2021, indiquant que la mise en place de l'ouvrage permettant d'assurer le respect du débit réservé de la Turdine était envisagée à l'occasion des travaux pour la restauration des continuités écologiques sur deux ouvrages en travers du lit de la Turdine. Il était précisé que la solution technique initialement envisagée consistait à calibrer une échancrure à la sortie de l'ouvrage de couverture de la Turdine en implantant deux barrettes sur le radier. Toutefois, au cours de l'exécution des travaux de restauration de la continuité écologique, il avait été constaté que l'ouvrage de couverture de la Turdine ne présentait pas de radier, ce qui remettait en cause la faisabilité technique de la solution envisagée. Le courrier concluait à un report de la mise en œuvre du dispositif du débit réservé à une date ultérieure.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a communiqué à l'Inspection un rapport d'un bureau d'étude, daté du 24 novembre 2022, faisant état du bilan des travaux de restauration des continuités écologiques et de mise en place de l'ouvrage permettant d'assurer le respect du débit réservé. Concernant ce dernier point, le rapport précise l'implantation et les bases de calcul du repère physique, de type mire topographique, permettant d'assurer le respect du débit réservé. L'Inspection a constaté que les calculs réalisés concluent à un débit réservé de 37 l/s (1/10^e du module) et non 60 l/s comme indiqué dans l'arrêté préfectoral sans que l'origine des données des calculs ne soient justifiées.

Aussi, le rapport du 24 novembre 2022 précité, conclut : "Un jaugeage dans des conditions d'étiage, à prévoir l'été prochain, permettra de consolider l'approche calculatoire des niveaux d'eau pour ces débits très faibles, et pourra nous conduire à repositionner le repère."

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de disposition visant à vérifier, à fréquence régulière, le respect du débit réservé via la mire topographique. L'Inspection considère qu'une procédure associée à une ronde régulière doit permettre d'effectuer cette vérification à une fréquence quotidienne.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, justifier l'origine des données utilisées dans les calculs du débit réservé et justifier l'écart avec la valeur de 60 l/s de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

Demande : L'exploitant doit, sous 9 mois, transmettre à l'Inspection, la justification de la réalisation d'un jaugeage dans des conditions d'étiage, de la vérification de l'approche calculatoire des niveaux d'eau et d'un éventuel repositionnement du repère, comme préconisé par le rapport précité du 24 novembre 2022.

Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, transmettre à l'Inspection, la justification de la mise en place d'une procédure de contrôle du respect du débit réservé.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : Selon délais ci-dessus

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 et 4.7.3 de l'article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés. [...]
Constats : Lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, l'Inspection avait constaté : <ul style="list-style-type: none">– un trop grand nombre de bidons sur une des rétentions des produits chimiques ;– des bidons hors rétention ;– quatre bidons de 200 litres de produit AFLAMITTE MSG (retardateur de flamme, n°CAS 84402-58-4) sans rétention dans le hangar n°1 ;– des rétentions à nettoyer ;– présence sur une même rétention de bidons de produits incompatibles : hypochlorite de sodium 47/50° et acide chlorhydrique. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a corrigé les non-conformités constatées lors de la visite du 30 novembre 2021. Les rétentions des produits "PRODUCTO SP", "Noir Reactif N LIQ 75%" et du GRV de gasoil, stockés dans le hangar haut, étaient toutefois à vider et nettoyer.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 2 mois, vider et nettoyer les rétentions des produits "PRODUCTO SP", "Noir Reactif N LIQ 75%" et du GRV de gasoil, stockés dans le hangar haut. Au regard des actions menées et à réaliser, l'Inspection ne propose pas, à ce stade de liquider l'astreinte journalière de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2022.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Déchets - Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Déchets - Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A compléter
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a complété son registre des déchets comme demandé suite à la visite du 30 novembre 2021. La hiérarchie des modes de traitement n'est toutefois pas conforme à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

<ul style="list-style-type: none"> - La préparation en vue de la réutilisation ; - Le recyclage ; - Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; - L'élimination.
Type de suites proposées : Avec suites Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, corriger la partie "hiérarchie des modes de traitement" de son registre des déchets afin de se conformer à l'article L.541-1 du code de l'environnement ; Au regard des actions menées depuis la dernière visite, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Déchets - Evacuations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 5 de l'article 2
Thème(s) : Autre, Déchets - Evacuations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.
Constats : Lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant avait procédé à l'évacuation des déchets comme demandé suite à la visite du 24 novembre 2020 à l'exception des bidons bleus et du tissu situés dans le local de stockage de soude. L'exploitant avait indiqué que le stockage de soude n'était plus utilisé et avait été vidé, depuis l'installation de la nouvelle cuisine automatique. Par courriel du 2 décembre 2022, l'exploitant a justifié l'évacuation des bidons bleus et du tissu du local de l'ancien stockage de soude. Au regard de l'évacuation des déchets identifiés dans le rapport des installations classées en date du 4 décembre 2020, l'Inspection propose de lever le deuxième point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 6.3 de l'article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.
Constats : Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté que les performances hydrauliques du poteau incendie n°24 n'étaient pas conformes aux éléments du paragraphe §3 de l'étude de dangers (débit de 100 m³/h) du dossier de demande d'autorisation déposé le 15 octobre 1997 mais que l'exploitant disposait d'une réserve enterrée d'eau, d'une capacité d'environ 2 000 m³ d'après l'exploitant, qui est alimentée par la Turbine et sert au fonctionnement du site sauf en période

<p>estivale où le débit de la Turdine ne permet pas d'alimenter le site. Cette réserve semblait utilisable et facilement accessible pour alimenter les moyens des services de secours en cas d'incendie sur le site. Une étude a alors été demandée par l'Inspection sur la défense incendie du site, visant à vérifier que l'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier vis-à-vis des besoins en eau incendie.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis une étude de défense incendie visant à répondre à la demande de l'Inspection. A partir des premiers éléments d'analyse, l'Inspection considère que l'exploitant a répondu à la demande de l'Inspection et que l'instruction de ce dossier va être menée avec les services d'incendie et de secours indépendamment des suites de la présente visite. L'Inspection propose par conséquent de lever l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 janvier 2022.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a constaté lors de la présente visite, que l'accès à un extincteur dans le hangar appelé "hangar du bas" était obstrué.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Demande : L'exploitant doit, sous 7 jours, maintenir libres les accès aux extincteurs. La justification de la réalisation sera transmise à l'Inspection.</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 7 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, points 6.1.3 de l'article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les zones incendie doivent disposer d'ouvertures de désenfumage situées dans le quart supérieur de leur volume. L'ouverture de ces équipements de désenfumage devra pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il serait mis en place une ouverture à la commande automatique, et les commandes devront être facilement accessibles. [...]</p>
<p>Constats : Dans le cadre de la précédente visite, l'Inspection avait constaté que : <ul style="list-style-type: none"> – des appareils fonctionnels lors du contrôle 2020 ne l'étaient plus lors du contrôle 2021 : appareils n°17/18/21/22 ; – les appareils n°31/34 n'avaient pas été contrôlés en 2021 et cela sans justification ; – l'appareil n°33 n'avait pas été contrôlé en 2021 (ni en 2020) car indiqué comme inaccessible ; – l'appareil n°40, identifié comme hors service lors du contrôle 2020 l'était toujours lors du contrôle 2021 (vérin HS) ; – les appareils n°29/30/32 étaient indiqués lors du contrôle 2021 : « Non fait va être remplacé » ; – les appareils n°36/38, non contrôlés en 2020 étaient indiquées « Appareil HS – Vérin HS » lors du contrôle 2021. <p>L'exploitant avait indiqué que les réparations des appareils, relatives aux chemins de câble, treuils et vérins, avaient été réalisées par le service maintenance de l'exploitant au mois d'octobre 2021 et que les appareils identifiés « Non fait va être remplacé » allaient être remplacés à la fin de l'année 2021 lors des travaux de reprise de la toiture du bâtiment (devis correspondant communiqué par courriel en date du 9 décembre 2021).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a fourni à l'Inspection le rapport d'intervention, daté du 8 mars 2022, de reprise de la toiture du bâtiment incluant le désenfumage ainsi que le dernier rapport de contrôle du désenfumage datant du 30 septembre 2022. Ce dernier n'indique pas d'anomalie.</p> </p>

L'Inspection a toutefois constaté que l'accès à un boîtier d'alarme et de deux commandes de désenfumage était obstrué par deux chariots de tissu.
Type de suites proposées : Avec suites
Demande : L'exploitant doit, sous 7 jours, maintenir libres les accès aux dispositifs de désenfumage et de déclenchement manuel d'alarme. La justification de la réalisation sera transmise à l'Inspection.
Au regard des actions de remise en conformité des trappes de désenfumage, réalisées depuis la dernière visite, l'Inspection propose de lever le troisième point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 1.2 de l'article 2
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la précédente visite du 30 novembre 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant avait procédé à la mise en place d'une installation de distribution de produits chimiques (cuisine) automatisée. Cette modification n'avait toutefois pas été notifiée à l'Inspection par un porter à connaissance. L'Inspection avait alors demandé à l'exploitant de lui transmettre un porter à connaissance relatif à cette modification. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir oublié de rédiger le porter à connaissance demandé.
Type de suites proposées : Avec suites
Demande : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, un porter à connaissance relatif à l'installation de la cuisine automatique.
Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons

<p>suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a procédé à la vérification des conditions de stockage et d'utilisation des produits EGASOL MD et ESTEROL 626-R nuevo. Les fiches de contrôle correspondantes sont en annexe du présent rapport.</p> <p>Lors de sa visite, l'Inspection a aussi constaté de la poudre d'hydrosulfite de sodium autour du stockage. Stockage d'hydrosulfite de sodium de la marque SILOX dont l'étiquetage n'était pas conforme à la réglementation CLP.</p> <p>Des bidons d'acide formique 78,5 - 85% ont été constatés sur une rétention partagée avec des bidons d'acide chlorydrique alors que le paragraphe 7.2 de la FDS de l'acide formique précité précise que le stockage de ce produit doit être conservé à distance des acides notamment.</p> <p>Sur une même rétention, l'Inspection a constaté que l'exploitant stockait plus de 10 bidons d'environ 120 litres chacun de produits chimiques différents (ANTIESTATICO, LUBRIFICANTE FL, COTEMOL JT-856, PHOBOTEX RSH, PHOBOL NB-NH, etc...). Des fiches de données de sécurité ont été transmises par l'exploitant à l'Inspection mais certaines d'entre elles étaient manquantes. Par ailleurs, la capacité de la rétention n'a pas pu être clairement identifiée lors de la présente visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p><u>Demande</u> : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous 15 jours, le produit ESTEROL 626-R NUEVO ne doit pas être stocké sur une rétention commune avec le produit PROTE-STAB TF 501. Il doit être stocké conformément à sa FDS ; – sous 15 jours, les stockages permanents des produits ESTEROL 626-R NUEVO et EGASOL MD (sur son lieu d'utilisation) doivent être étiquetés conformément à l'article 17 du règlement CLP ; – sous 2 mois, s'assurer auprès de son fournisseur que le numéro ORFILA (01.45.42.59.59) en rubrique 1.4 de la FDS du produit ESTEROL 626-R nuevo soit correctement renseigné. <p><u>Demande</u> : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous 15 jours, procéder au nettoyage autour du stockage des bidons d'hydrosulfite de soude ; – sous 2 mois, s'assurer auprès de son fournisseur que les bidons d'hydrosulfite de soude de la marque SILOX soient correctement étiquetés ; <p><u>Demande</u> : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous 15 jours, s'assurer que l'acide formique 78,5 - 85% ne soit pas stocké sur une rétention commune avec de l'acide chlorydrique. Il doit être stocké conformément à sa FDS. La justification de la réalisation sera transmise à l'Inspection. <p><u>Demande</u> : L'exploitant doit justifier pour la rétention des produits chimiques (ANTIESTATICO, LUBRIFICANTE FL, COTEMOL JT-856, PHOBOTEX RSH, PHOBOL NB-NH, etc...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sous 1 mois, la compatibilité des produits chimiques stockés. A défaut les produits devront être stockés sur des rétentions individuelles dans le même délai ; – sous 1 mois, justifier que la rétention des produits précités est correctement dimensionnée.
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : Selon délais ci-dessus</p>

N° 10 : Lavage de fûts – Rubrique 2795

Référence réglementaire : Annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique 2795
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Contrôle du classement de la rubrique 2795 : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.

Pour rappel l'article R511-10 du code de l'environnement prévoit que : "I. Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792."

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant procède au lavage de fûts/GRV de produits chimiques utilisés sur le site. L'exploitant a précisé que les eaux de lavage de ces fûts/GRV sont dirigées, comme pour les rejets industriels du site, vers la station d'épuration de Tarare.

Ces opérations de lavage ne sont pas couvertes par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, encadrant les activités exercées sur le site, et rentrent dans la rubrique 2795 (Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit cesser le rejet des eaux de lavage de fûts/GRV dans le réseau d'eaux usées du site sous 15 jours et s'il souhaite poursuivre le rejet par la suite, transmet un porter à connaissance relatif à l'impact du nettoyage de ces fûts/GRV au regard des composés des rejets aqueux actuellement autorisés sous 2 mois.

Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours